

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE

Le 8 décembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de baisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %. Il estime que « d'importants risques à la baisse pèsent sur les perspectives économiques de la zone euro, dans un contexte d'incertitude élevée ». Il considère par ailleurs que « les risques pesant sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme comme globalement équilibrés ».

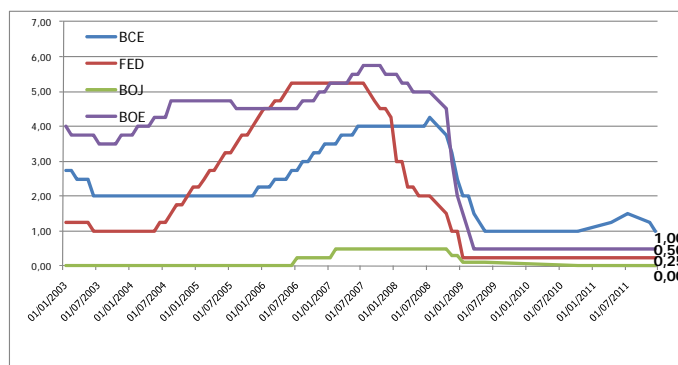
Quatre nouvelles mesures non conventionnelles, destinées à réduire les tensions sur le financement des banques, ont par ailleurs été adoptées. Elles consistent à :

- effectuer deux opérations de refinancement à plus long terme d'une durée de 36 mois, assorties d'une option de remboursement anticipé après un an ;
- cesser temporairement, à compter de la période de constitution débutant le 14 décembre 2011, d'effectuer des opérations de réglage fin le dernier jour de chaque période de constitution ;
- réduire le taux des réserves obligatoires, qui est actuellement de 2 %, à 1 %, cette mesure vise à libérer des garanties et à soutenir l'activité du marché monétaire.
- accroître la disponibilité des garanties en abaissant le seuil de notation pour certains titres adossés à des actifs (ABS) et autorisant les banques centrales nationales (BCN), à titre temporaire, à accepter en garantie des créances privées performantes supplémentaires (à savoir des prêts bancaires) respectant des critères d'éligibilité spécifiques.

De plus, le Conseil des gouverneurs serait favorable à une utilisation plus large des créances privées en garantie des opérations de crédit de l'Eurosystème sur la base de critères harmonisés, et annonce que l'Eurosystème entend :

- développer ses capacités internes d'évaluation du crédit
- encourager les éventuels organismes externes d'évaluation du crédit (agences de notation et fournisseurs d'outils de notation), ainsi que les banques commerciales utilisant un système de notation interne, à rechercher l'agrément de l'Eurosystème dans le cadre de son dispositif d'évaluation du crédit.

Le président de la BCE a par ailleurs souligné que le programme de rachat de dette publique de la BCE « demeure limité et temporaire ».



IEOM

Compte tenu du contexte économique et monétaire qui prévaut dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique et de l'évolution récente du taux directeur de l'Eurosystème, le Conseil de surveillance a décidé de diminuer le taux de réescompte de l'IEOM de 25 points de base pour le fixer à 1 %.

Le Conseil de surveillance a, en outre, décidé de maintenir les taux de la facilité de prêt marginal et de l'escompte de chèque à 1,75 %. Le taux de facilité de dépôt a été fixé à 0,25 %, inchangé. Les mesures exceptionnelles d'assouplissement du dispositif de la facilité de prêt marginal (remboursement sous 48 heures, acceptation de créances cotées 4 + en garantie) ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 2012.

Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 814 900 fin octobre 2011, soit une hausse de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+34 400 personnes). Sur un an, il croît de 4,9 % (+3 % pour les hommes et + 6,9 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,5 %. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2011, en hausse de 0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 9,7 %.

Très légère hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,3 % en octobre 2011, en hausse de 0,1 % par rapport à septembre. Il était de 10,1 % en octobre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,8 % en octobre 2011. Il était de 9,6 % en octobre 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,2 % sur un mois en octobre 2011 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,3 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 3 % en novembre 2011, stable par rapport à octobre.

PIB

Progression plus forte du PIB en France que dans la zone Euro au troisième trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,2 % et de 0,3 % au troisième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (contre 0,2 % dans les deux zones au cours du deuxième trimestre). Par rapport au troisième trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,4 % dans les deux zones après 1,7 % au trimestre précédent.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a augmenté de 0,4 % au troisième trimestre 2011 après une baisse de 0,1 % au deuxième trimestre 2011.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 16 novembre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a progressé de 1,5 % au troisième trimestre 2011 en glissement annuel. En octobre 2011, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,4 % après un repli de 3,3 % en septembre. Les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,4 % sur un an après 1,9 % en septembre. Le taux de chômage est estimé à 4,5 % contre 4,1 % en septembre.

En octobre 2011, les exportations ont reculé de 3,7 % sur un an. Les importations, pour leur part, augmentent de 17,9 %. Le déficit commercial s'élève à 2,6 milliards d'euros.

La Banque populaire de Chine abaisse le ratio de réserves obligatoires des banques pour assouplir le marché du crédit

La Banque populaire de Chine a baissé le 5 décembre 2011 de 50 points de base à 21 % le ratio de réserves obligatoires des banques.

En octobre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,5 % en rythme annuel contre 6,1 % en septembre. La production industrielle a progressé de 13,2 % sur un an en octobre après 13,8 % en septembre. En octobre, les exportations sont en hausse de 15,9 % sur un an et les importations de 28,7 %. L'excédent commercial atteint 17 milliards de dollars.

Les Outre-mer

Dans le cadre de l'année des outre-mer, l'Agence française de développement a organisé en partenariat avec le CEROM, le 25 novembre 2011, une conférence sur les défis pour les économies ultramarines de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans un contexte en profonde mutation.

Les thèmes abordés ont porté sur l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins et les migrations, les spécificités des entreprises ultramarines, la formation professionnelle, les échanges économiques régionaux et la compétitivité.

Cette manifestation a réuni de nombreux participants venant d'outre-mer ou de métropole. La diversité des participants – universitaires et experts, chefs d'entreprises, élus, représentants de collectivités territoriales – a permis des échanges riches et variés.

Publications

1 - Médiation du crédit aux entreprises

Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-annuel-2010-2011-de-la-Mediation-du-credit-au-President-de-la-Republique>

2 - ACP

Le rapport sur la mobilité bancaire au ministre de l'économie et au Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement sur : <http://www.banque-france.fr/acp/publications/etudes/20110911-ACP-rapport-sur-la-mobilitte-bancaire.pdf>

3 – Fédération bancaire française

Quelle garantie pour vos dépôts ? Le mini guide n° 6 de la série « les clés de la banque » est disponible en téléchargement sur :

[http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/\\$File/Mini-Guide%206.pdf](http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/$File/Mini-Guide%206.pdf)

4 – IEOM

L'Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique est disponible en téléchargement sur : <http://www.ieom.fr/ieom/publications-24/observatoire-des-tarifs-bancaires/octobre-2011-990.html>

Nomination

Mme Anne Le Lorier a été nommée second-sous gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres du 7 novembre 2011, en remplacement de M. Jean-Pierre Landau. Elle présidera dorénavant le Conseil de Surveillance de l'IEOM.

2 – Actualité régionale

Les îles Fidji adoptent une réforme fiscale favorisant les plus bas revenus

Le gouvernement fidjien a présenté récemment son budget 2012, avec comme point saillant une nouvelle répartition de la charge fiscale en faveur des ménages les plus défavorisés. A compter du 1^{er} janvier 2012, les ménages percevant moins de 6 300 € par an ne seront plus assujettis à l'impôt sur le revenu. Pour les catégories intermédiaires, le taux d'imposition a été réduit parfois de plus de moitié ; et pour les plus fort revenus, supérieurs à 110 000 € par an, un impôt de « responsabilité sociale » a été introduit. Ces mesures, visant à réduire les clivages sociaux et ethniques de l'archipel, seront accompagnées d'un renforcement du contrôle des fraudes.

Le FMI apporte son soutien à l'économie des îles Salomon

Le Fonds Monétaire International (FMI) a débloqué une nouvelle ligne de crédit de 4,85 millions de \$US au bénéfice des îles Salomon, portant ainsi à 20 millions de \$US l'aide financière de l'institution à l'archipel depuis mi-2010. L'économie des îles Salomon est fondée sur une activité minière et d'exploitation forestière, la rendant vulnérable aux variations du cours des matières premières et aux fluctuations de la demande mondiale. Le FMI juge les perspectives économiques des îles Salomon « favorables ».

L'Australie bénéficie d'un bon niveau de croissance

Le Produit Intérieur Brut (PIB) australien a enregistré 1 % de croissance pour le troisième trimestre 2011. Sur un an, sa progression s'établit à 2,5%, ce qui s'avère supérieur aux prévisions des économistes, comprises entre 1,9 % et 2,1 %. Les secteurs de la construction (+5%) et des mines (+3,7%) soutiennent cette croissance. Par ailleurs, l'investissement des entreprises a été mesuré en hausse de 12,7 % et la consommation des ménages continue d'être vigoureuse. Cette conjoncture favorable, s'appuyant sur une balance commerciale excédentaire et une dette publique contenue, a conforté l'attribution de la note triple A à l'Australie par les agences de notation internationales.

3 – Brèves locales

Vote du budget primitif 2012

La session budgétaire de l'Assemblée Territoriale a débuté le 07 décembre 2011. Le Préfet a annoncé un budget primitif 2012 en hausse de 6,5 % à 2,8 milliards de F CFP, grâce à une augmentation prévue des taxes douanières de plus de 150 millions de F CFP. Le Préfet a souligné la faiblesse des crédits affectés à l'investissement et de l'autofinancement, qui ne représente qu'1 % du budget. Il relève que l'investissement dépend des subventions de l'Etat et que la question des recettes se pose à la Collectivité.

Election du nouveau bureau de l'Assemblée Territoriale

Les élus territoriaux ont procédé avant l'ouverture des travaux budgétaires au renouvellement annuel du bureau. M. Pesamino TAPUTAI a été élu Président, succédant à M. Siliako LAUHEA. M. Petelo LIE est reconduit au poste de Vice-président. Mmes Malia SELEONE et Yannick FELEU ont été désignées respectivement Secrétaire et Vice-secrétaire. Ce nouveau bureau est appelé à exercer ses fonctions jusqu'aux élections territoriales prévues en mars 2012.

Installation du Comité consultatif social et économique

Le Comité Consultatif Social et Economique (CCSE) a été officiellement installé sur le Territoire le 28 novembre dernier, conformément au protocole d'accord signé le 14 novembre à la suite du mouvement de grève contre la cherté de la vie. Ce comité, rassemblant les organisations socioprofessionnelles, a vocation à réfléchir et formuler des propositions sur les sujets économiques et sociaux du Territoire. Le CCSE a été saisi d'un premier dossier qui touche à la vie chère.

Extension de l'activité de l'ADIE à Futuna

Après 2 années d'implantation à Wallis-et-Futuna, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a renouvelé la convention la liant au Territoire pour la période 2012-2014. Cette nouvelle convention va permettre la création d'un demi-poste permanent à Futuna, grâce à une participation financière du Territoire de 15 millions de F CFP par an sur 3 ans, contre 10 millions précédemment. L'ADIE, dont la présence à Futuna était limitée à des vacations mensuelles assurées depuis Wallis, compte ainsi renforcer ses interventions.

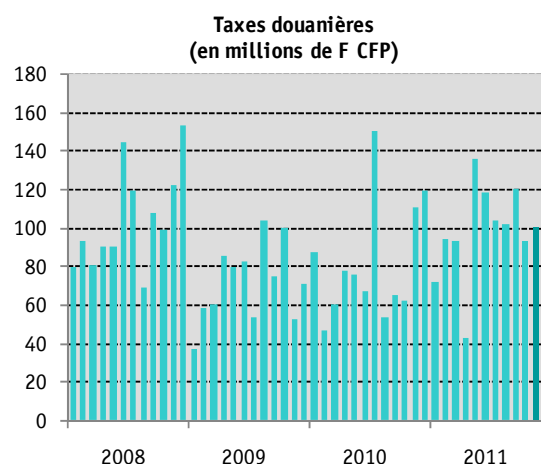
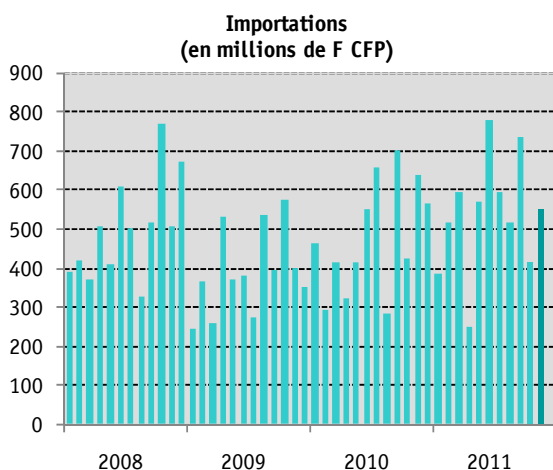
Budget définitif des Mini-Jeux de 2013

Le Territoire a arrêté de façon définitive les budgets de fonctionnement et d'investissement pour l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique 2013 à Wallis-et-Futuna. La section d'investissement, financée à l'aide des crédits de l'Etat, atteindra 992 millions de F CFP, dont les trois quart seront dédiés à la construction de la salle omnisport de Kafika. Pour l'organisation des manifestations, le Comité Organisateur devrait disposer d'un budget de 167 millions de F CFP, pris en charge à part égale entre le Territoire des îles Wallis-et-Futuna et l'Etat, via le Centre National de Développement du Sport (CNDS).

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3 ^e trim-11	108,55	-	3,9%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		mars-11	1 988	-	-0,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	nov-11	549	32,6%	-14,1%
	cumulées	nov-11	5 905	-	14,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-11	100	6,9%	-9,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	nov-11	1 075	-	25,4%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-11	379	-	4,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-11	1 592	-1,3%	-0,5%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	622	-7,4%	-4,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	156	-10,9%	-2,6%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-11	2 499	1,8%	20,5%
	cumulé	oct-11	23 890	-	2,6%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-11	1 073	-10,6%	-7,2%
	cumulé	oct-11	11 249	-	5,2%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-11	3	-25,0%	0,0%
	cumulées	nov-11	33	-	6,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-11	5	-44,4%	-70,6%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

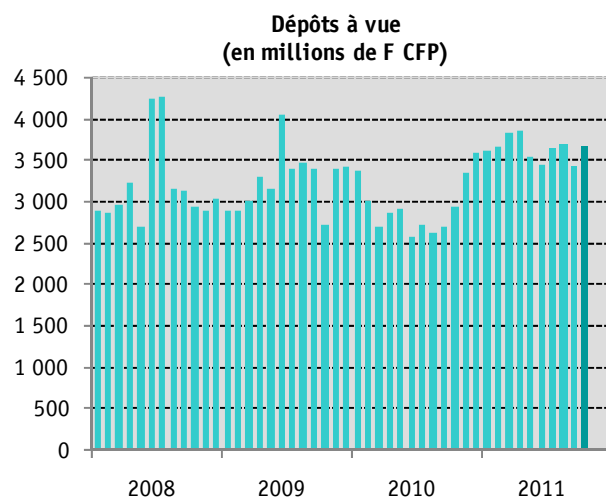
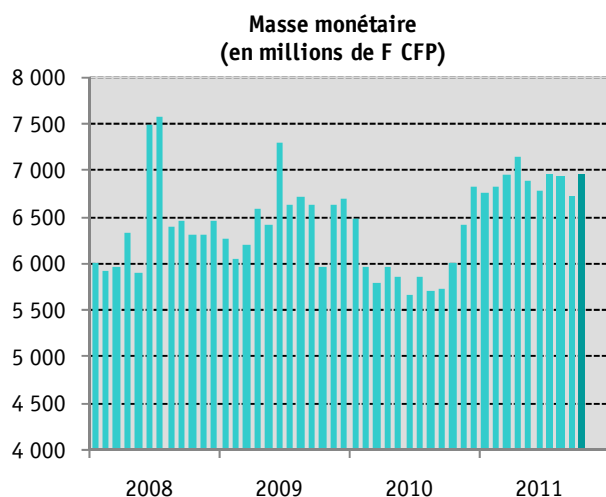


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

La masse monétaire continue sa progression sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

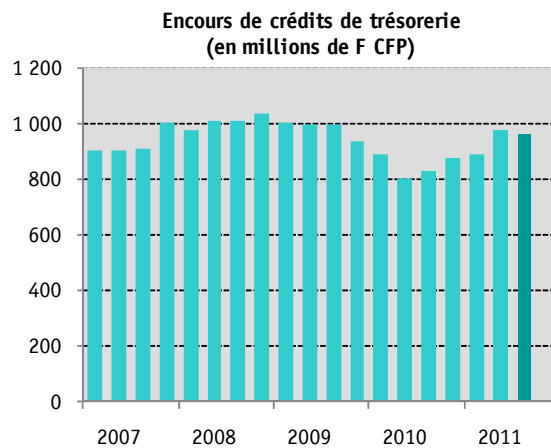
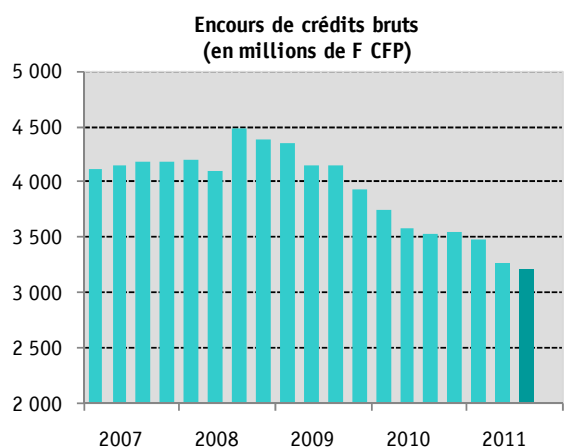
en millions de F CFP	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 011	2 103	2 085	-0,9%	3,6%
Dépôts à vue	2 939	3 419	3 654	6,9%	24,3%
Total M1	4 951	5 522	5 738	3,9%	15,9%
M2-M1	547	569	572	0,6%	4,7%
Total M3	5 722	6 719	6 945	3,4%	21,4%



Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

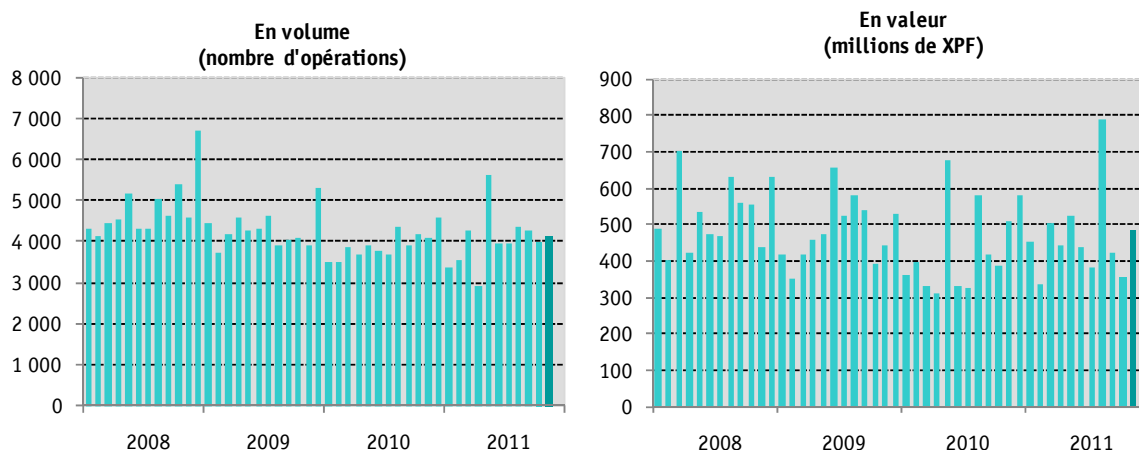
en millions de F CFP	sept-09	sept-10	sept-11	▲/an
Crédits de trésorerie	995	826	961	16,3%
Crédits à l'équipement	1 503	1 325	1 097	-17,2%
Crédits à l'habitat	507	374	366	-1,9%
Autres crédits	378	230	197	-14,3%
Sous total	3 383	2 754	2 621	-4,8%
Créances douteuses brutes	763	777	592	-23,8%
Total	4 146	3 531	3 214	-9,0%



Compensation

Hausse des opérations de compensation en nombre et en valeur sur le mois

	nov-10	oct-11	nov-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 100	3 995	4 130	44 402	3,4%	0,7%
Compensation (en millions de CFP)	512	356	485	5 136	36,4%	-5,1%



Incidents bancaires

Diminution sur le mois des incidents de paiement par chèque

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	68	206	121	1 091	-41,3%	77,9%
Retraits de cartes bancaires	0	1	0	9	-100,0%	-

Interdits bancaires

Diminution sur le mois et sur l'année des personnes physiques et morales en situation d'interdiction bancaire

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	446	429	417	-2,8%	-6,5%
- dont personnes physiques	434	421	408	-3,1%	-6,0%
- dont personnes morales	12	8	9	12,5%	-25,0%

Cotation

Diminution sur l'année du nombre de cotes éligibles au mode de refinancement de l'IEOM

en nombre	nov-10	oct-11	nov-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	40	25	26	4,0%	-35,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	12	6	7	16,7%	-41,7%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3 ^e trim	104,50	108,55	3,9%
Entreprises				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	12	9	-25,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	691	849	22,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	104	102	-2,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	52	68	30,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 007	1 988	-0,9%
dont secteur privé	mars	811	807	-0,5%
dont secteur public	mars	1 196	1 181	-1,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	434	408	-6,0%
décision retrait cartes bancaires	octobre	0	9	-
incidents paiements sur chèques	octobre	68	121	77,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 619	1 550	-4,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	628	921	46,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	215	269	25,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	42	64	-34,4%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 171	5 905	14,2%
exportations	novembre	0	20	ns
recettes douanières	novembre	1 231	1 467	19,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	novembre	857	1 075	25,4%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	novembre	364	379	4,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	octobre	2 939	3 654	24,3%
M1	octobre	4 951	5 738	15,9%
M2	octobre	5 497	6 310	14,8%
Dépôts à terme	octobre	516	635	23,0%
M3	octobre	5 722	6 945	21,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre		3 531	3 214	-9,0%
Ménages	septembre	1 219	1 298	6,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	846	977	15,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	374	321	-14,2%
Entreprises	septembre	1 116	955	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	64	66	2,3%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	1 002	808	-19,4%
<i>dont crédits à la construction</i>	septembre	-	-	-
Collectivités locales	septembre	322	289	-10,2%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	96	80	-17,0%
créances douteuses brutes	septembre	777	592	-23,8%
taux de créances douteuses	septembre	22,0%	18,4%	- 3,6 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 990	2 913	-2,6%
Sociétés	septembre	1 302	1 480	13,6%
Autres agents	septembre	3 888	3 622	-6,8%
dont assurances-vie	septembre	883	947	7,2%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEP, Aviation civile

7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,75% à 6,20% (Taux SGFGAS à partir du 01/09/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/11/2011	28/10/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,8050%	0,9190%	- 0,114 pt	0,8170%	- 0,012 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	1,2100%	1,3660%	- 0,156 pt	0,7820%	+ 0,428 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	1,4730%	1,5920%	- 0,119 pt	1,0060%	+ 0,467 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	1,7010%	1,7930%	- 0,092 pt	1,2270%	+ 0,474 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	2,0350%	2,1290%	- 0,094 pt	1,5070%	+ 0,528 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/11/2011	28/10/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions		
TEMPE	0,7845%	0,9835%	- 0,199 pt	0,4902%	+ 0,315 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	1,2220%	1,3640%	- 0,142 pt	0,8110%	+ 0,411 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	1,4810%	1,5750%	- 0,094 pt	1,0220%	+ 0,459 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	1,7040%	1,7760%	- 0,072 pt	1,2510%	+ 0,453 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	2,0420%	2,1100%	- 0,068 pt	1,5260%	+ 0,516 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	3,8000%	3,2200%	+ 0,580 pt	3,5900%	+ 0,210 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	3,6000%	3,0200%	+ 0,580 pt	3,3900%	+ 0,210 pt			
TRBOSP	3,8900%	3,2700%	+ 0,620 pt	3,6500%	+ 0,240 pt			

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/11/2011	28/10/2011	31/12/2010	30/11/2011	28/10/2011	31/12/2010	30/11/2011	28/10/2011	31/12/2010
taux JJ	0,180%	0,125%	0,230%	0,260%	0,055%	0,080%	0,725%	0,625%	0,490%
3 mois	0,430%	0,520%	0,476%	0,325%	0,325%	0,110%	1,045%	0,970%	0,820%
10 ans emprunts phares	2,100%	2,330%	3,310%	1,080%	1,040%	1,120%	2,290%	2,610%	3,400%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2011)

Prêts particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF	16,62%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts-relais	6,28%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,03%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	12,76%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	18,16%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR = 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,9341	1 NZD/XPF	68,6604	1 HKD/XPF	11,4263	1 GBP/XPF	139,4388	
100 JPY/XPF	114,7421	1 AUD/XPF	90,6432	1 SGD/XPF	69,1337	100 VUV/XPF	92,0147	1 FJD/XPF	47,3051